



**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties à l'Accord de Paris**

Troisième session

Glasgow, 31 octobre-12 novembre 2021

Point 5 de l'ordre du jour

**Questions méthodologiques liées au cadre de transparence renforcé
des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris**

**Questions méthodologiques liées au cadre de transparence
renforcé des mesures et de l'appui visé à l'article 13
de l'Accord de Paris**

Proposition du Président

Projet de décision -/CMA.3

**Directives pour l'application des modalités, procédures
et lignes directrices aux fins du cadre de transparence
renforcé visé à l'article 13 de l'Accord de Paris**

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris,

Rappelant l'article 13 de l'Accord de Paris et la décision 18/CMA.1 et son annexe,

Rappelant également la décision 20/CMA.1 et son annexe,

*Rappelant en outre les annexes des décisions 17/CP.8, 2/CP.17, 24/CP.19, 13/CP.20,
9/CP.21 et 6/CP.25 et les paragraphes 39 à 46 de la décision 1/CP.24,*

*Rappelant le paragraphe 2 de l'article 13 de l'Accord de Paris et le paragraphe 89 de
la décision 1/CP.21,*

*Rappelant également les principes directeurs définis au paragraphe 3 de l'annexe de
la décision 18/CMA.1,*

*Rappelant en outre que, conformément aux paragraphes 14 et 15 de l'article 13 de
l'Accord de Paris, un appui est fourni aux pays en développement aux fins de la mise en
œuvre de l'article 13 et pour renforcer en permanence les capacités des pays en
développement parties en matière de transparence,*

*Rappelant le paragraphe 43 a) de la décision 1/CP.24 selon lequel les Parties peuvent
présenter leurs communications nationales et leur rapport biennal au titre de la transparence
en un seul document conformément aux modalités, procédures et lignes directrices figurant
à l'annexe de la décision 18/CMA.1 pour les informations également couvertes par les
directives pour l'établissement des communications nationales figurant, selon le cas, dans les
décisions 4/CP.5 et 17/CP.8,*



1. *Adopte* :

a) Les tableaux communs – visés au chapitre II de l'annexe de la décision 18/CMA.1 – pour la communication électronique des informations contenues dans les rapports nationaux d'inventaire des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, tels qu'ils figurent à l'annexe I ;

b) Les modèles de tableaux communs – visés au chapitre III de l'annexe de la décision 18/CMA.1 – pour la communication électronique des informations nécessaires au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des contributions déterminées au niveau national en vertu de l'article 4 de l'Accord de Paris, tels qu'ils figurent à l'annexe II ;

c) Les modèles de tableaux communs – visés aux chapitres V et VI de l'annexe de la décision 18/CMA.1 – pour la communication électronique des informations sur l'appui fourni et mobilisé en matière de financement, de mise au point et de transfert de technologies et de renforcement des capacités, ainsi que sur l'appui nécessaire et l'appui reçu au titre des articles 9 à 11 de l'Accord de Paris, tels qu'ils figurent à l'annexe III ;

d) Les plans généraux du rapport biennal au titre de la transparence, du document national d'inventaire et du rapport d'examen technique par des experts, conformément à l'annexe de la décision 18/CMA.1, tels qu'ils figurent aux annexes IV, V et VI, respectivement ;

e) Le programme de formation à l'intention des experts techniques qui participent à l'examen technique des rapports biennaux au titre de la transparence, tel qu'il figure à l'annexe VII ;

2. *Encourage* les Parties à établir leur rapport biennal au titre de la transparence et leur rapport national d'inventaire conformément aux plans généraux qui figurent aux annexes IV et V, respectivement ;

3. *Décide* que les équipes chargées de l'examen technique par des experts suivront le plan du rapport de l'examen technique par des experts qui figure à l'annexe VI ;

4. *Réaffirme*, comme le prévoyait le paragraphe 79 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, que chaque Partie communique les informations visées aux paragraphes 65 à 78 de ladite annexe sous la forme d'un exposé et d'un tableau commun, selon qu'il convient, en prenant note du fait que les informations présentées dans le tableau commun peuvent être complétées par d'autres modèles dans le rapport biennal au titre de la transparence d'une Partie, selon le cas ;

5. *Décide* que les pays en développement parties qui ont besoin d'une certaine flexibilité compte tenu de leurs capacités peuvent, lorsqu'ils communiquent des informations relatives à une disposition pour laquelle des contraintes pèsent sur leurs capacités, choisir une ou plusieurs des options suivantes, selon le cas, pour rendre compte de l'application des dispositions spécifiques relatives à la flexibilité mentionnées dans l'annexe de la décision 18/CMA.1 dans les tableaux communs pour la communication et les modèles de tableaux communs, tels qu'ils figurent aux annexes I et II, respectivement :

a) Utiliser la nouvelle mention type « FX » (flexibilité) dans les tableaux communs ou les modèles de tableaux communs pertinents, en indiquant de quelle manière la disposition spécifique relative à la flexibilité a été appliquée dans le cadre « Documentation » correspondant ;

b) Réduire la (les) ligne(s) ou colonne(s) pertinente(s) lorsque « FX » est indiqué dans chaque cellule de la ligne ou de la colonne et les élargir de nouveau à des fins d'affichage, en indiquant de quelle manière la disposition spécifique relative à la flexibilité a été appliquée dans le cadre « Documentation » correspondant ;

c) Réduire les tableaux relatifs aux quatre autres gaz mentionnés au paragraphe 48 de l'annexe de la décision 18/CMA.1 lorsque « FX » est indiqué dans chaque cellule de la ligne ou de la colonne et les élargir de nouveau à des fins d'affichage, en indiquant de quelle manière la disposition spécifique relative à la flexibilité a été appliquée dans le cadre « Documentation » correspondant ; indiquer la première et la dernière année de

la série chronologique de l'inventaire, conformément aux paragraphes 57 et 58 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, créer des colonnes et des tableaux en conséquence, en indiquant de quelle manière la disposition spécifique relative à la flexibilité a été appliquée dans les cases « Documentation » correspondantes, et indiquer les seuils choisis, conformément aux paragraphes 25 et 32 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, en indiquant de quelle manière la disposition spécifique relative à la flexibilité a été appliquée dans la case « Documentation » correspondante ;

6. *Demande* au secrétariat d'incorporer les modèles et les approches mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus dans les outils de notification visés au paragraphe 8 ci-après ;

7. *Demande également* au secrétariat d'intégrer l'approche de confidentialité mentionnée au paragraphe 26 ci-après dans les outils de notification mentionnés au paragraphe 8 ci-après ;

8. *Demande en outre* au secrétariat de mettre au point des outils pour la communication électronique des tableaux communs et des modèles de tableaux communs (ci-après dénommés « outils de notification »), en tenant compte de l'application des dispositions relatives à la flexibilité mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus, et de mettre à disposition une version d'essai de ces outils en juin 2023 au plus tard, dans l'optique que la version finale soit achevée d'ici à juin 2024, à condition que les ressources financières nécessaires à cet effet soient disponibles en temps voulu ;

9. *Demande* au secrétariat d'informer l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique des progrès accomplis dans l'élaboration des outils de notification à la cinquante-septième session de celui-ci (novembre 2022) et à chaque session ultérieure jusqu'à ce que les outils soient achevés ;

10. *Invite* les Parties à faire part de leur avis sur la version d'essai des outils de notification, y compris concernant l'intégration de ces outils dans leur dispositif relatif aux inventaires nationaux, et à soumettre des contributions concernant l'amélioration de ces outils au plus tard six mois après la mise à disposition de la version d'essai, par l'intermédiaire du portail des communications d'ici à décembre 2023¹ ;

11. *Demande* au secrétariat d'effectuer une étude technique sur ces contributions, y compris une évaluation de l'utilisation, par les Parties, de la version d'essai des outils de notification et des difficultés rencontrées par les pays en développement parties pour les intégrer dans leur dispositif relatif aux inventaires nationaux, pour examen par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique à sa soixantième session (juin 2024) ;

12. *Demande également* au secrétariat d'organiser régulièrement, une fois que la version d'essai des outils de notification sera disponible, des ateliers de formation technique (en ligne et/ou en présentiel) afin de présenter les fonctions des outils de notification en facilitant les interactions avec les experts des Parties ;

13. *Demande en outre* au secrétariat d'établir un rapport sur la manière dont les contributions des Parties à la version d'essai des outils de notification ont été prises en compte dans la version finale, et de le présenter à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique à la session qui suivra l'établissement de la version finale ;

14. *Demande* au secrétariat d'organiser régulièrement, une fois que la version finale des outils de notification aura été mise à disposition, des ateliers de formation technique (en ligne et/ou en présentiel) afin de présenter les fonctions des outils de notification en facilitant les interactions avec les experts des Parties et de favoriser l'apprentissage par les pairs et le partage des données d'expérience entre les experts des Parties pour ce qui est de l'utilisation de ces outils et leur intégration dans les dispositifs relatifs aux inventaires nationaux ;

15. *Demande également* au secrétariat d'élaborer des manuels de l'utilisateur pour les outils de notification ;

16. *Demande en outre* au secrétariat de fournir aux pays en développement parties une formation et des conseils sur l'utilisation des outils de notification, ainsi qu'un appui

¹ <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

technique, notamment, dans la mesure du possible, à ceux d'entre eux qui utilisent le logiciel d'inventaire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), afin d'intégrer les outils de notification dans leurs dispositifs relatifs aux inventaires nationaux de gaz à effet de serre ;

17. *Décide* que, si la version finale de l'outil relatif aux tableaux communs pour la communication des informations relatives aux inventaires n'est pas disponible à la date mentionnée au paragraphe 8 ci-dessus, les Parties peuvent soumettre leur rapport national d'inventaire après le 31 décembre 2024, avec un retard dont la durée ne doit pas être supérieure à celle du retard de mise à disposition de l'outil de notification ;

18. *Décide également* que, si les outils de notification des modèles de tableaux communs pour les informations communiquées en application des sections III, V et VI de l'annexe de la décision 18/CMA.1 ne sont pas disponibles dans le délai visé au paragraphe 8 ci-dessus, les Parties soumettent ces informations dans le rapport biennal au titre de la transparence (à l'exclusion des modèles de tableaux communs) conformément aux délais convenus, mais peuvent soumettre les modèles de tableaux communs après le 31 décembre 2024, avec un retard dont la durée ne doit pas être supérieure à celle du retard accumulé pour la mise à disposition de l'outil de notification ;

19. *Demande* au secrétariat de faciliter l'interopérabilité entre les outils de notification et le logiciel d'inventaire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ;

20. *Invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à amorcer les travaux mentionnés au paragraphe 19 ci-dessus ;

21. *Invite également* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à organiser, au cours du second semestre de 2024, un atelier de formation technique sur son logiciel d'inventaire et sur les liens entre ce logiciel et l'outil pour la communication électronique des tableaux communs mentionnés au paragraphe 8 ci-dessus ;

22. *Prie* le secrétariat de créer un portail Web interactif pour faciliter l'accès, par paramètre et par année, aux informations communiquées par les Parties dans leurs rapports biennaux au titre de la transparence, conformément aux paragraphes 118 à 145 de l'annexe de la décision 18/CMA.1 ;

23. *Prie également* le secrétariat de faire en sorte que le portail Web mentionné au paragraphe 22 ci-dessus soit fonctionnel à compter du mois de décembre 2025 ;

24. *Insiste* sur le fait que chaque Partie intéressée peut fournir, selon qu'il convient, des informations permettant d'améliorer les connaissances, l'action et l'appui, dans un esprit de coopération et de facilitation, afin de prévenir et de réduire les pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques et d'y remédier, dans la section IV de son rapport biennal au titre de la transparence, conformément au paragraphe 115 de l'annexe de la décision 18/CMA.1 ;

25. *Précise* que les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire à l'horizon de 100 ans mentionnées au paragraphe 37 de l'annexe de la décision 18/CMA.1 sont celles qui figurent dans le tableau 8.A.1 du Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, à l'exclusion de la valeur relative au méthane fossile ;

26. *Rappelle* que, conformément au paragraphe 47 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, un niveau minimal d'agrégation s'impose pour préserver les informations confidentielles liées à des activités commerciales et militaires et que, dans ce cas, une Partie fournit à l'équipe chargée de l'examen technique par des experts des informations sur les méthodes utilisées pour évaluer les émissions et les absorptions pour les sous-catégories pertinentes, conformément aux bonnes pratiques définies dans les *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre*, ainsi que les descriptions, hypothèses, références et sources d'information utilisées ;

27. *Rappelle également* le paragraphe 31 de l'annexe de la décision 18/CMA.1 et *note* que lorsque les informations sur les coefficients d'émission, les données sur les activités et/ou les émissions par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre ne

sont pas disponibles au niveau de détail le plus poussé, la mention type « IA » peut être utilisée pour indiquer que les données sont incluses dans l'inventaire ailleurs que dans la catégorie de source ou de puits prévue ;

28. *Note* que les Parties peuvent, si elles le souhaitent, utiliser la version révisée de 2019 des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* ;

29. *Demande* au secrétariat d'entreprendre la mise en correspondance des catégories figurant dans les *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* et de celles figurant dans les tableaux de communication communs, afin de recenser les différences entre les intitulés des catégories, et de mettre les résultats de cette mise en correspondance à la disposition de ceux qui élaborent les inventaires nationaux de gaz à effet de serre ;

30. *Demande également* au secrétariat d'élaborer, en tenant compte, le cas échéant, des avis techniques du Groupe consultatif d'experts et des examinateurs principaux, le programme de formation à l'intention des experts techniques qui participent à l'examen technique des rapports biennaux au titre de la transparence, tel qu'il est décrit dans ses grandes lignes à l'annexe VII, compte tenu des enseignements tirés de l'élaboration des programmes de formation existants au titre de la Convention et de l'expérience acquise à cet égard ;

31. *Demande en outre* au secrétariat de mettre en œuvre le programme de formation à l'intention des experts techniques participant à l'examen technique des rapports biennaux au titre de la transparence, tel qu'il est décrit dans ses grandes lignes à l'annexe VII, en tenant compte des avis techniques communiqués par le Groupe consultatif d'experts et les examinateurs principaux au secrétariat sur la mise en œuvre d'une formation à l'intention de ces experts ;

32. *Demande* au secrétariat de rendre compte à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique des progrès accomplis dans le cadre de l'élaboration du programme de formation à sa cinquante-septième session et à chaque session ultérieure jusqu'à ce que le programme de formation soit établi dans sa version définitive ;

33. *Demande également* au secrétariat de faire en sorte que les cours qui composent le programme de formation, tels qu'ils sont décrits au paragraphe 10 de l'annexe VII, soient disponibles à compter du 1^{er} mars 2023, en donnant la priorité à l'élaboration des cours de formation visant à donner un aperçu général du cadre de transparence renforcé prévu par l'Accord de Paris et que les autres cours, relatifs aux informations à examiner conformément au paragraphe 150 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, soient disponibles en septembre 2023 au plus tard, à condition que des ressources financières suffisantes soient disponibles en temps voulu ;

34. *Demande en outre* au secrétariat de promouvoir, dans la mesure du possible, l'équilibre géographique et une représentation équilibrée des hommes et des femmes parmi les experts chargés de l'examen technique qui participent au programme de formation visé au paragraphe 30 ci-dessus, en accordant une attention particulière, notamment sous forme d'aide à la participation au programme de formation, aux experts des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement ;

35. *Note* que les informations communiquées en application de la section IV de l'annexe de la décision 18/CMA.1 ne sont pas couvertes par l'examen technique par des experts visé au paragraphe 150 de l'annexe de la décision 18/CMA.1, laquelle n'interdit pas un examen de ces informations à la discrétion des Parties ;

36. *Note également* que les Parties se sont dites intéressées par la possibilité de demander que les informations mentionnées au paragraphe 35 ci-dessus fassent l'objet d'un examen si elles le souhaitent ;

37. *Estime* que l'examen des informations pourrait jouer un rôle important dans l'amélioration de la communication des informations mentionnées au paragraphe 35 ci-dessus ;

38. *Demande* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique d'étudier, à sa cinquante-sixième session (juin 2022), les possibilités d'effectuer des examens volontaires des informations communiquées en application de la section IV de l'annexe de la décision 18/CMA.1 et d'organiser les cours de formation correspondants nécessaires pour faciliter ces examens volontaires, y compris les considérations budgétaires connexes, en vue de recommander un projet de décision sur cette question à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, pour examen et adoption à sa quatrième session (novembre 2022) ;

39. *Invite* les Parties à faire part de leurs observations sur les travaux mentionnés au paragraphe 38 ci-dessus par l'intermédiaire du portail des communications² au plus tard le 30 avril 2022 ;

40. *Invite* également le comité chargé de faciliter la mise en œuvre et de promouvoir le respect des dispositions de l'Accord de Paris visé au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord à se mettre en rapport avec les examinateurs principaux, selon que de besoin, lorsqu'il détecte des incohérences non négligeables et constantes, telles que mentionnées au paragraphe 22 b) de l'annexe de la décision 20/CMA.1 ;

41. *Invite* en outre les pays développés parties, et d'autres Parties si elles le souhaitent, à fournir des ressources financières afin de permettre au secrétariat de dispenser en temps voulu une formation complète à toutes les Parties sur l'utilisation des tableaux de communication communs, des modèles de tableaux communs et des outils de notification correspondants ;

42. *Décide* d'examiner, à sa quatrième session et à chaque session suivante, un point intitulé « Communication d'informations et examen en application de l'article 13 de l'Accord de Paris : apport d'un appui financier et technique aux pays en développement parties pour la notification et le renforcement des capacités », lequel inclura l'examen de l'appui apporté aux pays en développement parties pour la notification et le renforcement des capacités connexes en vertu de l'article 13 de l'Accord de Paris ;

43. *Constate* qu'il convient de renforcer le soutien provenant de diverses sources et mécanismes, y compris le Fonds pour l'environnement mondial, pour la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé ;

44. *Se félicite* des dispositions prises par le Fonds pour l'environnement mondial en vue d'apporter un soutien financier aux pays en développement parties pour l'établissement de leur premier rapport biennal au titre de la transparence et des suivants, conformément au paragraphe 8 de la décision 18/CMA.1 ;

45. *Prend note* de la décision -/CMA.3³ sur les questions relatives aux directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial ;

46. *Encourage* les pays en développement parties à élaborer des propositions de projet et à les soumettre afin de recevoir un soutien financier du Fonds pour l'environnement mondial pour l'élaboration de leurs rapports biennaux au titre de la transparence ;

47. *Invite* le Groupe consultatif d'experts à prendre en compte le paragraphe 1 ci-dessus dans le cadre des mesures qu'il prendra en vue d'appuyer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé conformément au paragraphe 15 de la décision 18/CMA.1 ;

48. *Confirme* la date limite de présentation des inventaires annuels de gaz à effet de serre par les pays développés parties, telle qu'elle figure dans la décision 3/CP.1 ;

49. *Prend note* de l'estimation des incidences budgétaires de l'exécution par le secrétariat des activités prévues aux paragraphes 8, 11 à 16, 19, 21 et 22, et 29 à 31 ci-dessus ;

50. *Demande* que les activités du secrétariat prévues dans la présente décision soient exécutées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

² <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

³ Projet de décision intitulé « Directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial » proposé pour adoption au titre du point 8 c) de l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.

Annexe I

Tableaux communs pour la communication électronique des informations contenues dans les rapports nationaux d'inventaire des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre

[Anglais seulement]

The common reporting tables for the electronic reporting of the information in the national inventory reports of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases are available at <https://unfccc.int/documents/311076>.

Annexe II*

Modèles de tableaux communs pour la communication électronique des informations nécessaires au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des contributions déterminées au niveau national au titre de l'article 4 de l'Accord de Paris

[Anglais seulement]

1. Structured summary: Description of selected indicators

<i>Indicator(s) selected to track progress^a</i>	<i>Description</i>
{ Indicator }	<p>Information for the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), as appropriate^b</p> <p>Updates in accordance with any recalculation of the GHG inventory, as appropriate^b</p> <p>Relation to NDC^c</p>

Notes: (1) Pursuant to para. 79 of the MPGs, each Party shall report the information referred to in paras. 65–78 of the MPGs in a narrative and common tabular format, as applicable. (2) A Party may amend the reporting format (e.g. Excel file) to remove specific rows in this table if the information to be provided in those rows is not applicable to the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement, in accordance with the MPGs. (3) The Party could add rows for each additional selected indicator and related information.

^a Each Party shall identify the indicator(s) that it has selected to track progress of its NDC (para. 65 of the MPGs).

^b Each Party shall provide the information for each selected indicator for the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), and shall update the information in accordance with any recalculation of the GHG inventory, as appropriate (para. 67 of the MPGs).

^c Each Party shall describe for each indicator identified how it is related to its NDC (para. 76(a) of the MPGs).

Custom footnotes:

Documentation box:

* La [liste des sigles et acronymes](#) utilisés dans la présente annexe se trouve à la fin du document.

2. Structured summary: Definitions needed to understand NDC*Definitions^a**Definition needed to understand each indicator:*

{Indicator}

Any sector or category defined differently than in the national inventory report:

{Sector}

{Category}

Definition needed to understand mitigation co-benefits of adaptation actions and/or economic diversification plans:

{Mitigation co-benefit(s)}

Any other relevant definitions:

{...}

Notes: (1) Pursuant to para. 79 of the MPGs, each Party shall report the information referred to in paras. 65–78 of the MPGs in a narrative and common tabular format, as applicable. (2) A Party may amend the reporting format (e.g. Excel file) to remove specific rows in this table if the information to be provided in those rows is not applicable to the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement, in accordance with the MPGs. (3) The Party could add rows for each additional sector, category, mitigation co-benefits of adaptation actions and/or economic diversification plans, indicator and any other relevant definitions.

^a Each Party shall provide any definitions needed to understand its NDC under Article 4, including those related to each indicator identified in para. 65 of the MPGs, those related to any sectors or categories defined differently than in the national inventory report, or the mitigation co-benefits of adaptation actions and/or economic diversification plans (para. 73 of the MPGs).

*Custom footnotes:**Documentation box:*

3. Structured summary: Methodologies and accounting approaches – consistency with Article 4, paragraphs 13 and 14, of the Paris Agreement and with decision 4/CMA.1

<i>Reporting requirement</i>	<i>Description or reference to the relevant section of the BTR</i>
<i>For the first NDC under Article 4:^a</i>	
Accounting approach, including how it is consistent with Article 4, paragraphs 13–14, of the Paris Agreement (para. 71 of the MPGs)	
<i>For the second and subsequent NDC under Article 4, and optionally for the first NDC under Article 4:^b</i>	
Information on the accounting approach used is consistent with paragraphs 13–17 and annex II of decision 4/CMA.1 (para. 72 of the MPGs)	
Explain how the accounting for anthropogenic emissions and removals is in accordance with methodologies and common metrics assessed by the IPCC and in accordance with decision 18/CMA.1 (para. 1(a) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Explain how consistency has been maintained between any GHG data and estimation methodologies used for accounting and the Party's GHG inventory, pursuant to Article 13, paragraph 7(a), of the Paris Agreement, if applicable (para. 2(b) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Explain how overestimation or underestimation has been avoided for any projected emissions and removals used for accounting (para. 2(c) of annex II to decision 4/CMA.1)	
<i>For each NDC under Article 4:^c</i>	
<i>Accounting for anthropogenic emissions and removals in accordance with methodologies and common metrics assessed by the IPCC and adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement:</i>	
Each methodology and/or accounting approach used to assess the implementation and achievement of the target(s), as applicable (para. 74(a) of the MPGs)	
Each methodology and/or accounting approach used for the construction of any baseline, to the extent possible (para. 74(b) of the MPGs)	
If the methodology or accounting approach used for the indicator(s) in table 1 differ from those used to assess the implementation and achievement the target, describe each methodology or accounting approach used to generate the information generated for each indicator in the tables 4 and 5 (para. 74(c) of the MPGs)	
Any conditions and assumptions relevant to the achievement of the NDC under Article 4, as applicable and available (para. 75(i) of the MPGs)	
Key parameters, assumptions, definitions, data sources and models used, as applicable and available (para. 75(a) of the MPGs)	
IPCC Guidelines used, as applicable and available (para. 75(b) of the MPGs)	

<i>Reporting requirement</i>	<i>Description or reference to the relevant section of the BTR</i>
Report the metrics used, as applicable and available (para. 75(c) of the MPGs)	
For Parties whose NDC cannot be accounted for using methodologies covered by IPCC guidelines, provide information on their own methodology used, including for NDCs, pursuant to Article 4, paragraph 6, of the Paris Agreement, if applicable (para. 1(b) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Provide information on methodologies used to track progress arising from the implementation of policies and measures, as appropriate (para. 1(d) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Where applicable to its NDC, any sector-, category- or activity-specific assumptions, methodologies and approaches consistent with IPCC guidance, taking into account any relevant decision under the Convention, as applicable (para. 75(d) of the MPGs)	
For Parties that address emissions and subsequent removals from natural disturbances on managed lands, provide detailed information on the approach used and how it is consistent with relevant IPCC guidance, as appropriate, or indicate the relevant section of the national GHG inventory report containing that information (para. 1(e) of annex II to decision 4/CMA.1, para. 75(d)(i) of the MPGs)	
For Parties that account for emissions and removals from harvested wood products, provide detailed information on which IPCC approach has been used to estimate emissions and removals (para. 1(f) of annex II to decision 4/CMA.1, para. 75(d)(ii) of the MPGs)	
For Parties that address the effects of age-class structure in forests, provide detailed information on the approach used and how this is consistent with relevant IPCC guidance, as appropriate (para. 1(g) of annex II to decision 4/CMA.1, para. 75(d)(iii) of the MPGs)	
How the Party has drawn on existing methods and guidance established under the Convention and its related legal instruments, as appropriate, if applicable (para. 1(c) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Any methodologies used to account for mitigation co-benefits of adaptation actions and/or economic diversification plans (para. 75(e) of the MPGs)	
Describe how double counting of net GHG emission reductions has been avoided, including in accordance with guidance developed related to Article 6 if relevant (para. 76(d) of the MPGs)	
Any other methodologies related to the NDC under Article 4 (para. 75(h) of the MPGs)	
<i>Ensuring methodological consistency, including on baselines, between the communication and implementation of NDCs (para. 12(b) of the decision 4/CMA.1):</i>	
Explain how consistency has been maintained in scope and coverage, definitions, data sources, metrics,	

<i>Reporting requirement</i>	<i>Description or reference to the relevant section of the BTR</i>
assumptions and methodological approaches including on baselines, between the communication and implementation of NDCs (para. 2(a) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Explain how consistency has been maintained between any GHG data and estimation methodologies used for accounting and the Party's GHG inventory, pursuant to Article 13, paragraph 7(a), of the Paris Agreement, if applicable (para. 2(b) of annex II to decision 4/CMA.1) and explain methodological inconsistencies with the Party's most recent national inventory report, if applicable (para. 76(c) of the MPGs)	
<i>For Parties that apply technical changes to update reference points, reference levels or projections, the changes should reflect either of the following (para. 2(d) of annex II to decision 4/CMA.1):</i>	
Technical changes related to technical corrections to the Party's inventory (para. 2(d)(i) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Technical changes related to improvements in accuracy that maintain methodological consistency (para. 2(d)(ii) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Explain how any methodological changes and technical updates made during the implementation of their NDC were transparently reported (para. 2(e) of annex II to decision 4/CMA.1)	
<i>Striving to include all categories of anthropogenic emissions or removals in the NDC and, once a source, sink or activity is included, continuing to include it (para. 3 of annex II to decision 4/CMA.1):</i>	
Explain how all categories of anthropogenic emissions and removals corresponding to their NDC were accounted for (para. 3(a) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Explain how Party is striving to include all categories of anthropogenic emissions and removals in its NDC, and, once a source, sink or activity is included, continue to include it (para. 3(b) of annex II to decision 4/CMA.1)	
Provide an explanation of why any categories of anthropogenic emissions or removals are excluded (para. 4 of annex II to decision 4/CMA.1)	
<i>Each Party that participates in cooperative approaches that involve the use of ITMOs towards an NDC under Article 4, or authorizes the use of mitigation outcomes for international mitigation purposes other than achievement of its NDC</i>	
Provide information on any methodologies associated with any cooperative approaches that involve the use of ITMOs towards an NDC under Article 4 (para. 75(f) of the MPGs)	
Provide information on how each cooperative approach promotes sustainable development, consistent with decisions adopted by the CMA on Article 6 (para. 77(d)(iv) of the MPGs)	

<i>Reporting requirement</i>	<i>Description or reference to the relevant section of the BTR</i>
Provide information on how each cooperative approach ensures environmental integrity consistent with decisions adopted by the CMA on Article 6 (para. 77(d)(iv) of the MPGs)	
Provide information on how each cooperative approach ensures transparency, including in governance, consistent with decisions adopted by the CMA on Article 6 (para. 77(d)(iv) of the MPGs)	
Provide information on how each cooperative approach applies robust accounting to ensure, inter alia, the avoidance of double counting, consistent with decisions adopted by the CMA on Article 6 (para. 77(d)(iv) of the MPGs)	
Any other information consistent with decisions adopted by the CMA on reporting under Article 6 (para. 77(d)(iii) of the MPGs)	

Notes: (1) Pursuant to para. 79 of the MPGs, each Party shall report the information referred to in paras. 65–78 of the MPGs in a narrative and common tabular format, as applicable. (2) A Party may amend the reporting format (e.g. Excel file) to remove specific rows in this table if the information to be provided in those rows is not applicable to the Party’s NDC under Article 4 of the Paris Agreement, in accordance with the MPGs.

^a For the first NDC under Article 4, each Party shall clearly indicate and report its accounting approach, including how it is consistent with Article 4, paras. 13–14, of the Paris Agreement (para. 71 of the MPGs).

^b For the second and subsequent NDC under Article 4, each Party shall provide information referred to in chapter III.B and C of the MPGs consistent with decision 4/CMA.1. Each Party shall clearly indicate how its reporting is consistent with decision 4/CMA.1 (para. 72 of the MPGs). Each Party may choose to provide information on accounting of its first NDC consistent with decision 4/CMA.1 (para. 71 of the MPGs).

Custom footnotes:

Documentation box:

4. Structured summary: Tracking progress made in implementing and achieving the NDC under Article 4 of the Paris Agreement^a

For Parties that participates in cooperative approaches that involve the use of ITMOs towards an NDC under Article 4 of the Paris Agreement

Indicator(s) selected to track progress of the NDC or portion of NDC under Article 4 of the Paris Agreement (paras. 65 and 77(a) of the MPGs):	Unit, as applicable	Reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), as appropriate (paras. 67 and 77(a)(i) of the MPGs)	Implementation period of the NDC covering information for previous reporting years, as applicable, and the most recent year, including the end year or end of period (paras. 68 and 77(a)(i–iii) of the MPGs)					End year	Target level ^b	Target year or period	Progress made towards the NDC, as determined by comparing the most recent information for each selected indicator, including for the end year or end of period, with the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s) (paras. 69–70 of the MPGs)
			Year 1	Year 2				
{Indicator}											
{Parties can add rows for each additional indicator and supporting information for each indicator, e.g. baseline values, baseline for the portion of NDC, target values, mitigation effects of policies and measures, etc.}											
Where applicable, total GHG emissions and removals consistent with the coverage of the NDC (para. 77(b) of the MPGs)											
Contribution from the LULUCF sector for each year of the target period or target year, if not included in the inventory time series of total net GHG emissions and removals, as applicable (para. 77(c) of the MPGs)											
Each Party that participates in cooperative approaches that involve the use of ITMOs towards an NDC under Article 4 of the Paris Agreement, or authorizes the use of mitigation outcomes for international mitigation purposes other than achievement of the NDC, shall provide (para. 77(d) of the MPGs):											
If applicable, an indicative multi-year emissions trajectory, trajectories or budget for its NDC implementation period (para. 7(a)(i), annex to decision XX/CMA.3)											
If applicable, multi-year emissions trajectory, trajectories or budget for its NDC implementation period that is consistent with the NDC (para. 7(b), annex to decision XX/CMA.3)											
Annual anthropogenic emissions by sources and removals by sinks covered by its NDC or, where applicable, from the emission or sink categories as identified by the host Party pursuant to paragraph 9 of annex to decision XX/CMA.3 (para. 23(a), annex to decision XX/CMA.3) (as part of para. 77 (d)(i) information)											

	Reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), as appropriate (paras. 67 and 77(a)(i) of the MPGs)	Implementation period of the NDC covering information for previous reporting years, as applicable, and the most recent year, including the end year or end of period (paras. 68 and 77(a)(ii–iii) of the MPGs)					End year	Target level ^b	Target year or period	Progress made towards the NDC, as determined by comparing the most recent information for each selected indicator, including for the end year or end of period, with the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s) (paras. 69–70 of the MPGs)
		Year 1	Year 2				
Annual anthropogenic emissions by sources and removals by sinks covered by its NDC or, where applicable, from the portion of its NDC in accordance with paragraph 10, annex to decision XX/CMA.3 (para. 23(b), annex to decision XX/CMA.3)										
If applicable, annual level of the relevant non-GHG indicator that is being used by the Party to track progress towards the implementation and achievement of its NDC and was selected pursuant to paragraph 65, annex to decision 18/CMA.1 (para. 23(i), annex, decision XX/CMA.3)										
Annual quantity of ITMOs first transferred (para. 23(c), annex to decision XX/CMA.3) (para. 77(d)(ii) of the MPGs)										
Annual quantity of mitigation outcomes authorized for use for other international mitigation purposes and entities authorized to use such mitigation outcomes, as appropriate (para 23(d), annex to decision XX/CMA.3) (para. 77(d)(ii) of the MPGs)										
Annual quantity of ITMOs used towards achievement of the NDC (para. 23(e), annex to decision XX/CMA.3) (para. 77(d)(ii) of the MPGs)										
Net annual quantity of ITMOs resulting from paras. 23(c)-(e), annex to decision XX/CMA.3 (para. 23(f), annex to decision XX/CMA.3)										
If applicable, the cumulative amount of ITMOs, divided by the number of elapsed years in the NDC implementation period (para. 7(a)(ii), annex to decision XX/CMA.3)										
Total quantitative corresponding adjustments used to calculate the emissions balance referred to in para. 23(k)(i), annex to decision XX/CMA.3, in accordance with the Party's method for applying corresponding adjustments consistent with section III.B, annex to decision XX/CMA.3 (Application of corresponding adjustments) (para. 23(g), annex to decision XX/CMA.3)										
The cumulative information in respect of the annual information in para. 23(f), annex to decision XX/CMA.3, as applicable (para. 23(h), annex to decision XX/CMA.3)										

	Reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), as appropriate (paras. 67 and 77(a)(i) of the MPGs)	Implementation period of the NDC covering information for previous reporting years, as applicable, and the most recent year, including the end year or end of period (paras. 68 and 77(a)(ii–iii) of the MPGs)					End year	Target level ^b	Target year or period	Progress made towards the NDC, as determined by comparing the most recent information for each selected indicator, including for the end year or end of period, with the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s) (paras. 69–70 of the MPGs)
		Year 1	Year 2				
For metrics in tonnes of CO ₂ eq. or non-GHG, an annual emissions balance consistent with chapter III.B (Application of corresponding adjustment), annex, decision XX/CMA.3 (para. 23(k)(i), annex to decision XX/CMA.3) (as part of para. 77 (d)(ii) of the MPGs)										
For metrics in non-GHG, for each non-GHG metric determined by participating Parties, annual adjustments resulting in an annual adjusted indicator, consistent with para. 10 of chapter III.B (Corresponding adjustments), annex to decision XX/CMA.3, and future guidance to be adopted by the CMA (para. 23(k)(ii), annex to decision XX/CMA.3)										
Any other information consistent with decisions adopted by the CMA on reporting under Article 6 (para. 77(d)(iii) of the MPGs)										
Assessment of the achievement of the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 70 of the MPGs):										
Restate the target of the Party's NDC:										
Information for reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s), or starting point(s):										
Final information for the indicator for the target year/period, including the application of the necessary corresponding adjustments consistent with chapter III, annex, decision XX/CMA.3 (Corresponding adjustments) and consistent with future decisions from the CMA (para. 23(l), annex to decision XX/CMA.3):										
Comparison:										
Achievement of NDC: {yes/no, explanation}										

[Note: None of the shaded text will be included in this table unless it is included in the relevant decisions by the CMA on Article 6 of the Paris Agreement adopted by Parties.]

Notes: (1) Pursuant to para. 79 of the MPGs, each Party shall report the information referred to in paras. 65–78 of the MPGs in a narrative and common tabular format, as applicable. (2) A Party may amend the reporting format (e.g. Excel file) to remove specific rows in this table if the information to be provided in those rows is not applicable to the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement, in accordance with the MPGs. (3) The Party could add rows for each additional selected indicator.

^a This table could be used for each NDC target in case Party's NDC has multiple targets.

^b Parties may provide information on conditional targets in a documentation box with references to the relevant page in their biennial transparency report.

Custom footnotes:

Documentation box:

5. Structured summary: Tracking progress made in implementing and achieving the NDC under Article 4 of the Paris Agreement^a

For Parties that do not participate in cooperative approaches that involve the use of ITMOs towards an NDC under Article 4 of the Paris Agreement or in case use of ITMOs are outside of Party's NDC

Indicator(s) selected to track progress of the NDC under Article 4 of the Paris Agreement: {paras. 65 and 77(a) of the MPGs}	Reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s) as appropriate (para. 67 and 77(a)(i) of the MPGs)	Implementation period of the NDC covering information for previous reporting years, as applicable, and the most recent year, including the end year or end of period (para. 68 and 77(a)(ii–iii) of the MPGs)						Target level ^b	Target year or period	Progress made towards the NDC, as determined by comparing the most recent information for each selected indicator, including for the end year or end of period, with the reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s) (paras. 69–70 of the MPGs)
		Year 1	Year 2	End year			
{Indicator}										
{Parties can add rows for each additional indicator and supporting information for each indicator, e.g. baseline values, target values, mitigation effects of policies and measures}										
Where applicable, total GHG emissions and removals consistent with the coverage of the NDC (para. 77(b) of the MPGs)										
Contribution from the LULUCF sector for each year of the target period or target year, if not included in the inventory time series of total net GHG emissions and removals, as applicable (para. 77(c) of the MPGs)										
Assessment of the achievement of the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement: (para. 70 of the MPGs)										
Restate the target of the Party's NDC:										
Information for reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s), or starting point(s):										
Final information for the target year/period:										
Comparison:										
Achievement of NDC: {yes/no, explanation}										

Notes: (1) Pursuant to para. 79 of the MPGs, each Party shall report the information referred to in paras. 65–78 of the MPGs in a narrative and common tabular format, as applicable. (2) A Party may amend the reporting format (e.g. Excel file) to remove specific rows in this table if the information to be provided in those rows is not applicable to the Party's NDC under Article 4 of the Paris Agreement, in accordance with the MPGs. (3) The Party could add rows for each additional selected indicator.

^a This table could be used for each NDC target in case Party's NDC has multiple targets.

^b Parties may provide information on conditional targets in a documentation box with references to the relevant page in their biennial transparency report.

Custom footnotes

Custom footnotes: Documentation box:

6. Mitigation policies and measures, actions and plans, including those with mitigation co-benefits resulting from adaptation actions and economic diversification plans, related to implementing and achieving a nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement^{a,b}

Name ^c	Description ^{d,e,f}	Objectives	Type of instrument ^g	Status ^h	Sector(s) affected ⁱ	Gases affected	Start year of implementation	Implementing entity or entities	Estimates of GHG emission reductions (kt CO ₂ eq) ^{j,k}	
									Achieved	Expected

^a Each Party shall provide information on actions, policies and measures that support the implementation and achievement of its NDC under Article 4 of the Paris Agreement, focusing on those that have the most significant impact on GHG emissions or removals and those impacting key categories in the national GHG inventory. This information shall be presented in narrative and tabular format (para. 80 of the MPGs).

^b For each Party with an NDC under Article 4 of the Paris Agreement that consists of mitigation co-benefits resulting from Parties' adaptation actions and/or economic diversification plans consistent with Article 4, para. 7, information to be reported under paras. 80, 82 and 83 of the MPGs includes relevant information on policies and measures contributing to mitigation co-benefits resulting from adaptation actions or economic diversification plans (para. 84 of the MPGs).

^c Parties may indicate whether a measure is included in the 'with measures' projections.

^d Additional information may also be provided on the cost of the mitigation actions, non-GHG mitigation benefits, and how the mitigation action interacts with other mitigation actions, as appropriate (para. 83(a–c) of the MPGs).

^e Parties should identify actions, policies and measures that influence GHG emissions from international transport (para. 88 of the MPGs).

^f Parties should, to the extent possible, provide information about how actions, policies and measures are modifying longer-term trends in GHG emissions and removals (para. 89 of the MPGs).

^g Parties shall, to the extent possible, provide information on the types of instrument: regulatory, economic instrument or other (para. 82(d) of the MPGs).

^h Parties shall, to the extent possible, use the following descriptive terms to report on status of implementation: planned, adopted or implemented (para. 82(e) of the MPGs).

ⁱ Parties shall, to the extent possible, provide information on sector(s) affected: energy, transport, industrial processes and product use, agriculture, LULUCF, waste management or other (paras. 81 and 82(f) of the MPGs).

^j Each Party shall provide, to the extent possible, estimates of expected and achieved GHG emission reductions for its actions, policies and measures in the tabular format; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision are instead encouraged to report this information (para. 85 of the MPGs).

^k To the extent available, each Party shall describe the methodologies and assumptions used to estimate the GHG emission reductions or removals due to each action, policy and measure. This information may be presented in an annex to the biennial transparency report (para. 86 of the MPGs).

Custom footnotes:

Documentation box:

7. Summary of greenhouse gas emissions and removals in accordance with the common reporting table 10 emission trends – summary

According to paragraph 91 of the MPGs, each Party that submits a stand-alone national inventory report shall provide a summary of its GHG emissions and removals. This information shall be provided for those reporting years corresponding to the Party’s most recent national inventory report, in a tabular format.

8. Information on projections of greenhouse gas emissions and removals under a ‘with measures’ scenario^{a,b}

	<i>Most recent year in the Party’s national inventory report (kt CO₂ eq)^c</i>	<i>Projections of GHG emissions and removals (kt CO₂ eq)^c</i>		
	20XX	20X(0)(5)	20X(0)(5)	20X(0)(5)
Sector^d				
Energy				
Transport				
Industrial processes and product use				
Agriculture				
LULUCF				
Waste				
Other (specify)				
Gas				
CO ₂ emissions including net CO ₂ from LULUCF				
CO ₂ emissions excluding net CO ₂ from LULUCF				
CH ₄ emissions including CH ₄ from LULUCF				
CH ₄ emissions excluding CH ₄ from LULUCF				
N ₂ O emissions including N ₂ O from LULUCF				
N ₂ O emissions excluding N ₂ O from LULUCF				
HFCs				
PFCs				
SF ₆				
NF ₃				
Other (specify)				
Total with LULUCF				
Total without LULUCF				

^a Each Party shall report projections pursuant to paras. 93–101 of the MPGs; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are instead encouraged to report such projections (para. 92 of the MPGs).

^b Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect paras. 93–101 of the MPGs can instead report using a less detailed methodology or coverage (para. 102 of the MPGs).

^c Projections shall begin from the most recent year in the Party’s national report and extend at least 15 years beyond the next year ending in zero or five; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision have the flexibility to instead extend their projections at least to the end point of their NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 95 of the MPGs).

^d In accordance with para. 82(f) of the MPGs.

Custom footnotes:

Documentation box:

9. Information on projections of greenhouse gas emissions and removals under a ‘with additional measures’ scenario^{a,b}

	<i>Most recent year in the Party’s national inventory report (kt CO₂ eq)^c</i>	<i>Projections of GHG emissions and removals (kt CO₂ eq)^c</i>		
	20XX	20X(0)(5)	20X(0)(5)	20X(0)(5)
Sector^d				
Energy				
Transport				
Industrial processes and product use				
Agriculture				
LULUCF				
Waste				
Other (specify)				
Gas				
CO ₂ emissions including net CO ₂ from LULUCF				
CO ₂ emissions excluding net CO ₂ from LULUCF				
CH ₄ emissions including CH ₄ from LULUCF				
CH ₄ emissions excluding CH ₄ from LULUCF				
N ₂ O emissions including N ₂ O from LULUCF				
N ₂ O emissions excluding N ₂ O from LULUCF				
HFCs				
PFCs				
SF ₆				
NF ₃				
Other (specify)				
Total with LULUCF				
Total without LULUCF				

^a Each Party shall report projections pursuant to paras. 93–101 of the MPGs; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are instead encouraged to report such projections (para. 92 of the MPGs).

^b Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect paras. 93–101 of the MPGs can instead report using a less detailed methodology or coverage (para. 102 of the MPGs).

^c Projections shall begin from the most recent year in the Party’s national report and extend at least 15 years beyond the next year ending in zero or five; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision have the flexibility to instead extend their projections at least to the end point of their NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 95 of the MPGs).

^d In accordance with para. 82(f) of the MPGs.

Custom footnotes:

Documentation box:

10. Information on projections of greenhouse gas emissions and removals under a ‘without measures’ scenario^{a,b}

	<i>Most recent year in the Party’s national inventory report (kt CO₂ eq)^c</i>	<i>Projections of GHG emissions and removals (kt CO₂ eq)^c</i>		
	20XX	20X(0)(5)	20X(0)(5)	20X(0)(5)
Sector^d				
Energy				
Transport				
Industrial processes and product use				
Agriculture				
LULUCF				
Waste				
Other (specify)				
Gas				
CO ₂ emissions including net CO ₂ from LULUCF				
CO ₂ emissions excluding net CO ₂ from LULUCF				
CH ₄ emissions including CH ₄ from LULUCF				
CH ₄ emissions excluding CH ₄ from LULUCF				
N ₂ O emissions including N ₂ O from LULUCF				
N ₂ O emissions excluding N ₂ O from LULUCF				
HFCs				
PFCs				
SF ₆				
NF ₃				
Other (specify)				
Total with LULUCF				
Total without LULUCF				

^a Each Party shall report projections pursuant to paras. 93–101 of the MPGs; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are instead encouraged to report such projections (para. 92 of the MPGs).

^b Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect paras. 93–101 of the MPGs can instead report using a less detailed methodology or coverage (para. 102 of the MPGs).

^c Projections shall begin from the most recent year in the Party’s national report and extend at least 15 years beyond the next year ending in zero or five; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision have the flexibility to instead extend their projections at least to the end point of their NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 95 of the MPGs).

^d In accordance with para. 82(f) of the MPGs.

Custom footnotes:

Documentation box:

11. Projections of key indicators^{a,b}

Key indicator(s): ^c	Unit, as applicable	Most recent year in the Party's national inventory report, or the most recent year for which data is available			
		20XX	Projections of key indicators ^d		
			20X(0)(5)	20X(0)(5)	20X(0)(5)
{Key indicator}					

Note: The Party could add rows for each additional key indicator.

^a Each Party shall report projections pursuant to paras. 93–101 of the MPGs; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are instead encouraged to report such projections (para. 92 of the MPGs).

^b Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect paras. 93–101 of the MPGs can instead report using a less detailed methodology or coverage (para. 102 of the MPGs).

^c Each Party shall also provide projections of key indicators to determine progress towards its NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 97 of the MPGs).

^d Future years extended to at least 15 years beyond the next year ending in zero or five; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision have the flexibility to instead extend their projections at least to the end point of their NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 95 of the MPG).

Custom footnotes:

Documentation box:

12. Key underlying assumptions and parameters used for projections^{a, b}

Key underlying assumptions and parameters: ^c	Unit, as applicable	Most recent year in the Party's national inventory report, or the most recent year for which data is available	Projections of key underlying assumptions and parameters ^d		
		20XX	20X(0)(5)	20X(0)(5)	20X(0)(5)
{Key underlying assumption/parameter}					

Note: The Party could add rows for each additional key underlying assumptions and parameters.

^a Each Party shall report projections pursuant to paras. 93–101 of the MPGs; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are instead encouraged to report such projections (para. 92 of the MPGs).

^b Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to paragraphs 93–101 of the MPGs can instead report using a less detailed methodology or coverage (para. 102 of the MPGs).

^c Information provided by each Party in describing the methodology used to develop the projections should include key underlying assumptions and parameters used for projections (e.g. gross domestic product growth rate/level, population growth rate/level) (para. 96(a) of the MPGs).

^d Future years extended to at least 15 years beyond the next year ending in zero or five; those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities with respect to this provision have the flexibility to instead extend their projections at least to the end point of their NDC under Article 4 of the Paris Agreement (para. 95 of the MPGs).

Custom footnotes:

Documentation box:

13. Information necessary to track progress on the implementation and achievement of the domestic policies and measures implemented to address the social and economic consequences of response measures^a

<i>Sectors and activities associated with the response measures^b</i>	<i>Social and economic consequences of the response measures^c</i>	<i>Challenges in and barriers to addressing the consequences^d</i>	<i>Actions to address the consequences^e</i>
---	--	--	--

^a Each Party with an NDC under Article 4 that consists of adaptation actions and/or economic diversification plans resulting in mitigation co-benefits consistent with Article 4, para. 7, of the Paris Agreement shall provide the information necessary to track progress on the implementation and achievement of the domestic policies and measures implemented to address the social and economic consequences of response measures (para. 78 of the MPGs).

^b In accordance with para. 78(a) of the MPGs.

^c In accordance with para. 78(b) of the MPGs.

^d In accordance with para. 78(c) of the MPGs.

^e In accordance with para. 78(d) of the MPGs.

Custom footnotes:

Documentation box:

Appendix

Reporting format for the description of a Party's nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement, including updates

Description of a Party's nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement, including updates^a

<i>Description</i>
Target(s) and description, including target type(s), as applicable ^{b,c}
Target year(s) or period(s), and whether they are single-year or multi-year target(s), as applicable
Reference point(s), level(s), baseline(s), base year(s) or starting point(s), and their respective value(s), as applicable
Time frame(s) and/or periods for implementation, as applicable
Scope and coverage, including, as relevant, sectors, categories, activities, sources and sinks, pools and gases, as applicable
Intention to use cooperative approaches that involve the use of ITMOs under Article 6 towards NDCs under Article 4 of the Paris Agreement, as applicable
Any updates or clarifications of previously reported information, as applicable ^d

Note: This table is to be used by Parties on a voluntary basis.

^a Each Party shall provide a description of its NDC under Article 4, against which progress will be tracked. The information provided shall include required information, as applicable, including any updates to information previously provided (para. 64 of the MPGs).

^b For example: economy-wide absolute emission reduction, emission intensity reduction, emission reduction below a projected baseline, mitigation co-benefits of adaptation actions or economic diversification plans, policies and measures, and other (para. 64(a) of the MPGs).

^c Parties with both unconditional and conditional targets in their NDC may add a row to the table to describe conditional targets.

^d For example: recalculation of previously reported inventory data, or greater detail on methodologies or use of cooperative approaches (para. 64(g) of the MPGs).

Custom footnotes:

<i>Documentation box:</i>

Annexe III

Modèles de tableaux communs pour la communication électronique des informations relatives à l'appui fourni et mobilisé en matière de financement, de mise au point et de transfert de technologies et de renforcement des capacités, ainsi qu'à l'appui nécessaire et reçu au titre des articles 9 à 11 de l'Accord de Paris

[Anglais seulement]

Table III.1

Information on financial support provided under Article 9 of the Paris Agreement in year 2XXX-3:^{a, b, c} bilateral, regional and other channels

Exchange rate used: _____

Recipient country or region ^{c, d}	Title of the project programme, activity or other ^e	Amount (climate-specific) ^{e, f}				Status ^c	Channel ^f	Funding source ^c	Financial instrument ^{c, g}	Type of support ^f	Sector ^f	Subsector ^{c, h}	Contribution to capacity-building objectives ^{c, h}	Contribution to technology development and transfer objectives ^{c, h}	Additional information ^{c, h, i}
		Face value		Grant equivalent											
		Domestic currency	USD	Domestic currency	USD										
Country					Disbursed	Bilateral	ODA	Grant	Adaptation	Energy		Insert 1 for Yes,	Insert 1 for Yes,		
Region ^j					Committed	Regional	OOF	Concessional loan	Mitigation	Transport		0 for No	0 for No		
Global						Multi-bilateral Other (specify) ^e	Other (specify) ^e	Non-concessional loan Equity Guarantee Insurance Other (specify) ^e	Cross-cutting ^k	Industry Agriculture Forestry Water and sanitation Cross-cutting Other (specify) ^e					

Abbreviations: ODA = official development assistance, OOF = other official flows.

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting; NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information).

Note: Where financial support contributes to capacity-building and/or technology development and transfer objectives, information in shaded cells is automatically populated in the relevant CTF table on information on support for technology development and transfer provided under Article 10 of the Paris Agreement (Table III.4) and/or information on capacity-building support provided under Article 11 of the Paris Agreement (Table III.5).

^a Relevant information, in tabular format, on bilateral and regional financial support provided for the previous two reporting years without overlapping with the previous reporting periods.

^b Parties report in a separate table for each year, namely 20XX-3 and 20XX-2, where 20XX is the reporting year.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d To the extent possible.

^e If "other", Parties should specify this information.

^f The face value and, on a voluntary basis, the grant-equivalent value.

^g Parties report, to the extent possible, the different amounts per financial instrument, if applicable and as available.

^h As available.

ⁱ Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

^j The region should be reported if data at the country level are not available.

^k This refers to funding for activities that have both mitigation and adaptation components. Parties report, to the extent possible, the different amounts of components, if applicable and as available.

...

Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR - -

Table III.2
Information on financial support provided under Article 9 of the Paris Agreement in year 2XXX-3:^{a, b, c} multilateral channels
 Exchange rate used: _____

Institution ^c	Amount ^{c, d}										Recipient, or other ^{c, e, g, h}	Status ^c	Channel ^c	Funding source ^e	Financial instrument ^{c, i}	Type of support ^c	Sector ^{c, g}	Sub- sector ^{c, g}	Contribution to capacity- building objectives ^{c, e, g}	Contribution to technology development and transfer objectives ^{c, e, g}	Addition al informati on ^l
	Inflows ^{c, e}					Outflows ^{c, e}															
	Core/general ^{c, e, f}				Climate-specific ^e		Climate-specific ^e														
	Face value		Grant equivalent		Face value		Grant equivalent		Face value												
Domestic currency	USD	Domestic currency	USD	Domestic currency	USD	Domestic currency	USD	Domestic currency	USD	Domestic currency	USD										
Adaptation Fund												Country	Disbursed	Multilateral	ODA	Grant	Adaptation	Energy			
African Development Bank												Region ^j	Committed	Multi- bilateral	OOF	Concessional loan	Mitigation	Transport			
Asian Development Bank												Global			Other (specify) ^h	Non- concessional loan	Cross- cutting ^k	Industry			
Capacity-building Initiative for Transparency															Equity		Agricultu re				
Climate Technology Centre and Network															Guarantee		Forestry				
European Bank for Reconstruction and Development															Insurance		Water and sanitation				
Global Environment Facility															Other (specify) ^h						
Green Climate Fund																	Cross- cutting				
Inter-American Development Bank																	Other (specify) ^h				
International Finance Corporation																					
Least Developed Country Fund																					
Special Climate Change Fund																					
Trust Fund for Supplementary Activities																					
UNFCCC																					
United Nations Development Programme																					
United Nations Environment Programme																					
World Bank																					
Other (specify) ^h																					

Abbreviations: ODA = official development assistance, OOF = other official flows.

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

Note: Where financial support contributes to capacity-building and/or technology development and transfer objectives, information in shaded cells is automatically populated in relevant CTF on information on support for technology development and transfer provided under Article 10 of the Paris Agreement (Table III.4) and/or information on capacity-building support provided under Article 11 of the Paris Agreement (Table III.5).

^a Relevant information, in a tabular format, for the previous two reporting years without overlapping with the previous reporting periods, on financial support provided through multilateral channels.

^b Parties fill in a separate table for each year, namely 20XX-3 and 20XX-2, where 20XX is the reporting year.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d The face value and, on a voluntary basis, the grant-equivalent value.

^e As applicable.

^f This refers to support to multilateral institutions that Parties cannot specify as being climate-specific.

^g As available.

^h If "other", Parties should specify this information.

ⁱ Parties report, to the extent possible, the different amounts per financial instrument, if applicable and as available.

^j Region should be reported when data at country level is not available.

^k This refers to funding for activities that have both mitigation and adaptation components. Parties report, to the extent possible, the different amounts of components, if applicable and as available.

^l Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR- - -

Table III.3

Information on financial support mobilized through public interventions under Article 9 of the Paris Agreement in 2XXX-3^{a, b, c}

Exchange rate used: _____

Recipient ^e	Title of the project, programme, activity or other ^{c, d}	Channel ^f	Amount mobilized ^{c, e}				Amount of resources used to mobilize the support ^{c, e}		Type of public intervention ^{c, f}	Type of support ^e	Sector ^e	Subsector ^e	Additional information ^{c, i}
			Face value		Grant equivalent		Domestic currency	USD					
			Domestic currency	USD	Domestic currency	USD							
Country		Bilateral						Grant	Adaptation	Energy			
Region ^g		Regional						Concessional loan	Mitigation	Transport			
Global		Multi-lateral						Non-concessional loan	Cross-cutting ^h	Industry			
								Equity		Agriculture			
								Guarantee		Forestry			
								Insurance		Water and sanitation			
								Policy intervention					
								Capacity-building		Cross-cutting			
								Technology development and transfer		Other (specify) ^d			
								Technical assistance					
								Other (specify) ^d					

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

Note: Where financial support contributes to capacity-building and/or technology development and transfer objectives, information in shaded cells is automatically populated in relevant CTF on information on support for technology development and transfer provided under Article 10 of the Paris Agreement (Table III.4) and/or information on capacity-building support provided under Article 11 of the Paris Agreement (Table III.5).

^a Relevant information, in textual and/or tabular format, for the previous two reporting years without overlapping with the previous reporting periods, on financial support mobilized through public interventions through bilateral, regional and multilateral channels, including the operating entities of the Financial Mechanism and entities of the Technology Mechanism, as applicable and to the extent possible.

^b Parties fill in a separate table for each year, namely 20XX-3 and 20XX-2, where 20XX is the reporting year.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If "other", Parties should specify this information.

^e The face value and, on a voluntary basis, the grant-equivalent value, if applicable.

^f Parties report, to the extent possible, the different amounts per financial instrument, if applicable and as available

^g Region should be reported when data at country level is not available.

^h This refers to funding for activities that have both mitigation and adaptation components. Parties report, to the extent possible, the different amounts of components, if applicable and as available.

ⁱ Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...
Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.4
Information on support for technology development and transfer provided under Article 10 of the Paris Agreement^a

<i>Title^b</i>	<i>Recipient entity^b</i>	<i>Description and objectives^b</i>	<i>Type of support^b</i>	<i>Sector^b</i>	<i>Subsector^b</i>	<i>Type of technology^b</i>	<i>Status of measure or activity^b</i>	<i>Activity undertaken by^b</i>	<i>Additional information^e</i>
			Mitigation	Energy			Planned	Public sector	
			Adaptation	Transport			Ongoing	Private sector	
			Cross-cutting ^d	Industry			Completed	Public and private sector	
				Agriculture					
				Forestry					
				Water and sanitation					
				Cross-cutting					
				Other (specify) ^c					

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Quantitative and/or qualitative information in common tabular format on measures or activities related to support for technology development and transfer implemented or planned since their previous BTR, to the extent possible and as relevant.

^b Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^c If “other”, Parties should specify this information.

^d This refers to activities that have both mitigation and adaptation components.

^e Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.5
Information on capacity-building support provided under Article 11 of the Paris Agreement^a

<i>Title^b</i>	<i>Recipient entity^b</i>	<i>Description and objectives^b</i>	<i>Type of support^b</i>	<i>Status of measure or activity^b</i>	<i>Additional information^d</i>
			Adaptation	Planned	
			Mitigation	Ongoing	
			Cross-cutting ^c	Completed	

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Quantitative and/or qualitative information in common tabular format on measures or activities related to capacity-building support implemented or planned since their previous report, to the extent possible and as relevant.

^b Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^c This refers to activities that have both mitigation and adaptation components.

^d Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

- - -

Table III.6

Information on financial support needed by developing country Parties under Article 9 of the Paris Agreement^{a, b}

Exchange rate used: _____

Sector ^c	Subsector ^c	Title of activity, programme, project or other ^{c, d}	Programme/project description ^c	Estimated amount (climate-specific) ^c		Expected time frame ^c	Expected financial instrument ^c	Type of support ^c	Contribution to technology development and transfer objectives ^c	Contribution to capacity-building objectives ^c	Whether the activity is anchored in a national strategy and/or an NDC ^c	Expected use, impact and estimated results ^c	Additional information ^f
				Domestic currency	USD								
Energy							Grant	Adaptation	Insert 1 for Yes, 0 for No	Insert 1 for Yes, 0 for No	Insert 1 for Yes, 0 for No		
Transport							Concessional loan	Mitigation					
Industry							Non-concessional loan	Cross-cutting ^e					
Agriculture							Equity						
Forestry							Guarantee						
Water and sanitation							Insurance						
Cross-cutting							Other (specify) ^d						

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in a common tabular format, information on financial support needed, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support needed from the reporting year of the BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If "other", Parties should specify this information.

^e This refers to funding for activities that have both mitigation and adaptation components.

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.7

Information on financial support received by developing country Parties under Article 9 of the Paris Agreement^{a, b}

Exchange rate used: _____

Title of activity, programme, project or other ^{c, d}	Programme/project description ^c	Channel ^e	Recipient entity ^e	Implementing entity ^e	Amount received (climate-specific) ^f		Financial instrument ^e	Status ^e	Type of support ^e	Sector ^e	Subsector ^e	Contribution to technology development and transfer objectives ^e	Contribution to capacity-building objectives ^e	Status of activity ^e	Use, impact and results ^e	Additional information ^f
					Domestic currency	Time frame ^c USD										
		Multilateral					Grant	Committed	Adaptation	Energy		Insert 1 for Yes,	Insert 1 for Yes,	Planned		
		Bilateral					Concessional loan	Received	Mitigation	Transport		0 for No	0 for No	Ongoing		
		Regional					Non-concessional loan		Cross-cutting ^e	Industry				Completed		
		Other (specify) ^d					Equity			Agriculture						
							Guarantee			Forestry						
							Insurance			Water and sanitation						
							Other (specify) ^d			Cross-cutting						
										Other (specify) ^d						

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, information on financial support received, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support received, ongoing or planned since the previous BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If "other", Parties should specify this information.

^e This refers to funding for activities that have both mitigation and adaptation components.

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.8

Information on technology development and transfer support needed by developing country Parties under Article 10 of the Paris Agreement^{a, b}

<i>Sector^c</i>	<i>Subsector^c</i>	<i>Title of activity, programme, project or other^{c, d}</i>	<i>Programme/project description^c</i>	<i>Type of support^c</i>	<i>Type of technology^c</i>	<i>Expected time frame^c</i>	<i>Expected use, impact and estimated results^c</i>	<i>Additional information^f</i>
Energy				Mitigation				
Transport				Adaptation				
Industry				Cross-cutting ^e				
Agriculture								
Forestry								
Water and sanitation								
Cross-cutting								
Other (specify) ^d								

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in a common tabular format, information on technology development and transfer support needed, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support needed from the reporting year of the BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If “other”, Parties should specify this information.

^e This refers to activities that have both mitigation and adaptation components.

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.9

Information on technology development and transfer support received by developing country Parties under Article 10 of the Paris Agreement^{a, b}

<i>Title of activity, programme, project or other^{c, d}</i>	<i>Programme/project description^c</i>	<i>Type of technology^c</i>	<i>Time frame^c</i>	<i>Recipient entity^c</i>	<i>Implementing entity^c</i>	<i>Type of support^c</i>	<i>Sector^c</i>	<i>Subsector^c</i>	<i>Status of activity^c</i>	<i>Use, impact and estimated results^c</i>	<i>Additional information^f</i>
						Mitigation	Energy		Planned		
						Adaptation	Transport		Ongoing		
						Cross-cutting ^e	Industry		Completed		
					Agriculture						
					Forestry						
					Water and sanitation						
					Cross-cutting						
						Other (specify) ^d					

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, information on technology development and transfer support received, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support received, ongoing or planned since the previous BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If “other”, Parties should specify this information.

^e This refers to activities that have both mitigation and adaptation components.

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.10

Information on capacity-building support needed by developing country Parties under Article 11 of the Paris Agreement^{a, b}

<i>Sector^{c, d}</i>	<i>Subsector^c</i>	<i>Title of activity, programme, project or other^{c, d}</i>	<i>Programme/project description^c</i>	<i>Type of support^c</i>	<i>Expected time frame^b</i>	<i>Expected use, impact and estimated results^b</i>	<i>Additional information^f</i>
Energy				Mitigation			
Transport				Adaptation			
Industry				Cross-cutting ^e			
Agriculture							
Forestry							
Water and sanitation							
Cross-cutting							
Other (specify) ^d							

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, information on capacity-building support needed, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support needed from the reporting year of the BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR

^d If “other”, Parties should specify this information.

^e This refers to activities that have both mitigation and adaptation components.

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.11

Information on capacity-building support received by developing country Parties under Article 11 of the Paris Agreement^{a, b}

<i>Title of activity, programme, project or other^{c, d}</i>	<i>Programme/project description^e</i>	<i>Time frame^e</i>	<i>Recipient entity^c</i>	<i>Implementing entity^c</i>	<i>Type of support^c</i>	<i>Sector^c</i>	<i>Subsector^c</i>	<i>Status of activity^c</i>	<i>Use, impact and estimated results^c</i>	<i>Additional information^f</i>
					Mitigation	Energy		Planned		
					Adaptation	Transport		Ongoing		
					Cross-cutting ^e	Industry		Completed		
						Agriculture				
						Forestry				
						Water and sanitation				
						Cross-cutting				
						Other (specify) ^d				

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, information on capacity-building support received, to the extent possible, as available and as applicable.

^b Parties include information on support received, ongoing or planned since the previous BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If “other”, Parties should specify this information.

^e This refers to activities that have both mitigation and adaptation components

^f Report, to the extent possible, information on the project/programme and implementing agency and provide a link to any relevant documentation and as appropriate, support to activities related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.12

Information on support needed by developing country Parties for the implementation of Article 13 of the Paris Agreement and transparency-related activities, including for transparency-related capacity-building^{a, b}

Exchange rate used: _____

Title of activity, programme, project or other ^{c, d}	Objectives and description ^c	Expected time frame ^c	Recipient entity ^c	Channel ^c	Amount ^c		Status of activity ^c	Expected use, impact and estimated results ^c	Additional information
					Domestic currency	USD			
				Multilateral			Planned		
				Bilateral			Ongoing		
				Regional			Completed		
				Other (specify) ^d					

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information)

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, summary information on support needed for implementing Article 13 and transparency-related activities, including for transparency-related capacity-building, to the extent possible and as applicable.

^b Parties include information on support needed from the reporting year of the BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR.

^d If “other”, Parties should specify this information.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Table III.13

Information on support received by developing country Parties for the implementation of Article 13 of the Paris Agreement and transparency-related activities, including for transparency-related capacity-building^{a, b}

Exchange rate used: _____

Title of activity, programme, project or other ^{c, d}	Objectives and description ^c	Time frame ^c	Recipient entity ^c	Channel ^c	Amount ^c		Status of activity ^c	Use, impact and estimated results ^c	Additional information
					Domestic currency	USD			
				Multilateral			Planned		
				Bilateral			Ongoing		
				Regional			Completed		
				Other (specify) ^d					

Notation keys: NA = not applicable; UA = information not available at the time of reporting. NR = not reported (to indicate the voluntary character of the information).

^a Developing country Parties should provide, in common tabular format, summary information on support received for implementing Article 13 and transparency-related activities, including for transparency-related capacity-building, to the extent possible and as applicable.

^b Parties include information on support received, ongoing or planned since the previous BTR.

^c Parties provide the underlying assumptions, definitions and methodologies, as applicable, used to identify and/or report this reporting parameter in the respective section of the BTR

^d If “other”, Parties should specify this information.

...

Custom Footnotes

The underlying assumptions, definitions and methodologies of the information in this CTF is available at link/page number of the BTR

Annexe IV*

Plan général du rapport biennal au titre de la transparence, conformément aux modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris (annexe de la décision 18/CMA.1)¹

[Anglais seulement]

Overview chapter

I. National inventory report of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases² (paras. 17–58 of the MPGs)³

II. Information necessary to track progress made in implementing and achieving nationally determined contributions under Article 4 of the Paris Agreement (paras. 59–103 of the MPGs)⁴

- A. National circumstances and institutional arrangements (paras. 59–63 of the MPGs)
- B. Description of a Party's nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement, including updates (para. 64 of the MPGs)
- C. Information necessary to track progress made in implementing and achieving nationally determined contributions under Article 4 of the Paris Agreement⁵ (paras. 65–79 of the MPGs)
- D. Mitigation policies and measures, actions and plans, including those with mitigation co-benefits resulting from adaptation actions and economic diversification plans, related to implementing and achieving a nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement (paras. 80–90 of the MPGs)
- E. Summary of greenhouse gas emissions and removals⁶ (para. 91 of the MPGs)
- F. Projections of greenhouse gas emissions and removals, as applicable (paras. 92–102 of the MPGs)⁷
- G. Other information (para. 103 of the MPGs)

* La [liste des sigles et acronymes](#) utilisés dans la présente annexe se trouve à la fin du document.

¹ L'utilisation de ce plan général par les Parties est conforme aux dispositions du paragraphe 2 de la décision -/CMA.3.

² Including common reporting tables and the national inventory document, pursuant to the annex to decision 18/CMA.1.

³ The applicable flexibility provisions for those developing country Parties that need them in the light of their capacities are set out in paras. 25, 29, 32, 34, 35, 48, 57 and 58 of the MPGs.

⁴ The applicable flexibility provisions for those developing country Parties that need them in the light of their capacities are set out in paras. 85, 92, 95 and 102 of the MPGs.

⁵ Pursuant to para. 77(d) of the annex to decision 18/CMA.1, such information is subject to relevant decisions adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement on Article 6 of the Paris Agreement.

⁶ This only applies to Parties that submit a stand-alone national inventory report.

⁷ Those developing countries that need flexibility in the light of their capacities are encouraged to report these projections.

III. Information related to climate change impacts and adaptation under Article 7 of the Paris Agreement⁸

- A. National circumstances, institutional arrangements and legal frameworks (para. 106 of the MPGs)
- B. Impacts, risks and vulnerabilities, as appropriate (para. 107 of the MPGs)
- C. Adaptation priorities and barriers (para. 108 of the MPGs)
- D. Adaptation strategies, policies, plans, goals and actions to integrate adaptation into national policies and strategies (para. 109 of the MPGs)
- E. Progress on implementation of adaptation (paras. 110–111 of the MPGs)
- F. Monitoring and evaluation of adaptation actions and processes (paras. 112–114 of the MPGs)
- G. Information related to averting, minimizing and addressing loss and damage associated with climate change impacts (para. 115 of the MPGs)
- H. Cooperation, good practices, experience and lessons learned (para. 116 of the MPGs)
- I. Any other information related to climate change impacts and adaptation under Article 7 of the Paris Agreement (para. 117 of the MPGs)⁹

IV. Information on financial, technology development and transfer and capacity-building support provided and mobilized under Articles 9–11 of the Paris Agreement

- A. National circumstances and institutional arrangements (paras. 119–120 of the MPGs)
- B. Underlying assumptions, definitions and methodologies (paras. 121–122 of the MPGs)
- C. Information on financial support provided and mobilized under Article 9 of the Paris Agreement (paras. 123–125 of the MPGs)
- D. Information on support for technology development and transfer provided under Article 10 of the Paris Agreement (paras. 126–127 of the MPGs)
- E. Information on capacity-building support provided under Article 11 of the Paris Agreement (paras. 128–129 of the MPGs)

V. Information on financial, technology development and transfer and capacity-building support needed and received under Articles 9–11 of the Paris Agreement

- A. National circumstances, institutional arrangements and country-driven strategies (para. 130 of the MPGs)
- B. Underlying assumptions, definitions and methodologies (para. 131 of the MPGs)
- C. Information on financial support needed by developing country Parties under Article 9 of the Paris Agreement (paras. 132–133 of the MPGs)
- D. Information on financial support received by developing country Parties under Article 9 of the Paris Agreement (para. 134 of the MPGs)
- E. Information on technology development and transfer support needed by developing country Parties under Article 10 of the Paris Agreement (paras. 135–136 of the MPGs)

⁸ Information relevant to this chapter is outlined in paras. 13–14 of the MPGs, as applicable.

⁹ This information can also include clarification on the linkages between information related to climate change impacts and adaptation under Article 7 of the Paris Agreement reported in the biennial transparency report and that reported in the (optional) adaptation communication, if submitted.

F. Information on technology development and transfer support received by developing country Parties under Article 10 of the Paris Agreement (paras. 137–138 of the MPGs)

G. Information on capacity-building support needed by developing country Parties under Article 11 of the Paris Agreement (paras. 139–140 of the MPGs)

H. Information on capacity-building support received by developing country Parties under Article 11 of the Paris Agreement (paras. 141–142 of the MPGs)

I. Information on support needed and received by developing country Parties for the implementation of Article 13 of the Paris Agreement and transparency-related activities, including for transparency-related capacity-building (paras. 143–145 of the MPGs)¹⁰

VI. Information to be reported when national communications and biennial transparency reports are submitted jointly every four years¹¹

A. Vulnerability assessment, climate change impacts and adaptation measures¹²

B. Research and systematic observation

C. Education, training and public awareness

VII. Information on flexibility¹³

A. Indication of (1) reporting provisions to which self-determined flexibility is applied, (2) capacity constraints in relation to the application of flexibility and (3) self-determined estimated time frames for improvements in relation to those capacity constraints (para. 6 of the MPGs)¹⁴

VIII. Improvements in reporting over time¹⁵

A. Areas of improvement identified by the Party and technical expert review team in relation to Party's implementation of Article 13 of the Paris Agreement (para. 7(a) of the MPGs)

B. How the Party is addressing or intends to address areas of improvement as referred to in paragraph 7(a) of the MPGs (para. 7(b) of the MPGs)

C. Areas of improvement that are related to the flexibility provisions used¹⁶ (para. 7(c) of the MPGs)

D. Reporting-related capacity-building support needs identified, including those referred to in chapter VI above and any progress made, including those previously identified as part of the technical expert review in chapter VII of the MPGs (para. 7(d) of the MPGs)

¹⁰ Parties may wish to report information on support needed for implementing the enhanced transparency framework and for capacity-building in a separate chapter of the biennial transparency report as per para. 2 of decision -/CMA.3.

¹¹ As per decision 1/CP.24, para. 43.

¹² This chapter is not necessary if relevant information is reported in section IV of the biennial transparency report.

¹³ Applicable only to developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities.

¹⁴ Developing country Parties that need flexibility in the light of their national capacities may elect to report information on the specific flexibility provisions applied in the overview chapter of the biennial transparency report and/or integrate this information into the chapters relevant to where specific flexibility provisions have been applied. Parties may also elect to include on a voluntary basis a summary table on the specific flexibility provisions applied.

¹⁵ All Parties may report information on areas of improvement in relation to their reporting, pursuant to chaps. III–VI of the MPGs, in this chapter and/or in chapters relevant to where specific areas of improvement have been identified.

¹⁶ Those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities are encouraged to highlight the areas of improvement that are related to their flexibility provisions.

E. Parties' domestic plans and priorities with regard to improved reporting pursuant to paragraph 7 of the MPGs are not subject to technical expert review, but the information may inform discussions on areas of improvement and identification of capacity-building needs between the technical expert review team and the Party concerned (para. 8 of the MPGs)

IX. Any other information the Party considers relevant to the achievement of the objective of the Paris Agreement, and suitable for inclusion in its biennial transparency report

Annexes as outlined in the annex to decision 18/CMA.1

Annex 1: Technical annexes for REDD+,¹⁷ as applicable

Annex 2: Common reporting tables for the electronic reporting of the national inventory report of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases

Annex 3: Common tabular formats for the electronic reporting of:

- Information necessary to track progress in implementing and achieving nationally determined contributions under Article 4 of the Paris Agreement¹⁸
- Information on financial, technology development and transfer and capacity-building support provided and mobilized under Articles 9–11 of the Paris Agreement
- Information on financial, technology development and transfer and capacity-building support needed and received under Articles 9–11 of the Paris Agreement

[Annex 4: Information in relation to the Party's participation in cooperative approaches, as applicable]

¹⁷ Reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks (decision 1/CP.16, para. 70).

¹⁸ To be guided by the outcome of CMA.3 agenda item 12, "Matters relating to Article 6 of the Paris Agreement".

Annexe V*

**Plan général du document national d’inventaire,
conformément aux modalités, procédures et lignes
directrices aux fins du cadre de transparence des
mesures et de l’appui visé à l’article 13 de l’Accord de Paris¹**

[Anglais seulement]

EXECUTIVE SUMMARY

ES.1. Background information on GHG inventories and climate change (e.g. as it pertains to the national context)

ES.2. Summary of trends related to national emissions and removals

ES.3. Overview of source and sink category emission estimates and trends

ES.4. Other information (e.g. indirect GHGs, precursor gases)

ES.5. Key category analysis (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 25 of the MPGs)

ES.6. Improvements introduced (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 1: National circumstances, institutional arrangements and cross-cutting information

1.1. Background information on GHG inventories and climate change (e.g. as it pertains to the national context, to provide information to the general public)

1.2. A description of national circumstances and institutional arrangements

1.2.1. National entity or national focal point

1.2.2. Inventory preparation process

1.2.3. Archiving of information

1.2.4. Processes for official consideration and approval of inventory

1.3. Brief general description of methodologies (including tiers used) and data sources used

1.4. Brief description of key categories (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 25 of the MPGs)

1.5. Brief general description of QA/QC plan and implementation (related to non-mandatory provisions as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

1.6. General uncertainty assessment, including data pertaining to the overall uncertainty of inventory totals (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

* La [liste des sigles et acronymes](#) utilisés dans la présente annexe se trouve à la fin du document.

¹ L’utilisation de ce plan général par les Parties est conforme aux dispositions du paragraphe 2 de la décision -/CMA.3.

1.7. General assessment of completeness (related to a non-mandatory provision as per para. 30 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 32 of the MPGs)

1.7.1. Information on completeness (including information on non-reported categories or any methodological or data gaps in the inventory) (related to a non-mandatory provision as per para. 30 of the MPGs)

1.7.2. Description of insignificant categories, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 32 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 32 of the MPGs)

1.7.3. Total aggregate emissions considered insignificant, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 32 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 32 of the MPGs)

1.8. Metrics (related to a non-mandatory provision as per para. 37 of the MPGs)

1.9. Summary of any flexibility applied (i.e. by developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)²

Chapter 2: Trends in greenhouse gas emissions and removals

2.1. Description of emission and removal trends for aggregated GHG emissions and removals

2.2. Description of emission and removal trends by sector and by gas

Chapter 3: Energy (CRT sector 1)³

3.1. Overview of the sector (e.g. quantitative overview and description, including trends and methodological tiers by category) and background information

3.2. Fuel combustion (CRT 1.A), including detailed information on:

3.2.1. Comparison of the sectoral approach with the reference approach (related to a non-mandatory provision as per para. 36 of the MPGs)

3.2.2. International bunker fuels (related to a non-mandatory provision as per para. 53 of the MPGs)

3.2.3. Feedstocks and non-energy use of fuels (related to a non-mandatory provision as per para. 54 of the MPGs)

3.2.4. Category (CRT category number)

3.2.4.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

3.2.4.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, information on carbon dioxide capture, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

² Developing country Parties that need flexibility in the light of their national capacities may elect either to report the information on specific flexibility provisions applied in a separate chapter and/or to integrate this information into sectoral chapters relevant to where specific flexibility provisions have been applied. Parties may also elect to include on a voluntary basis a summary table on the specific flexibility provisions applied.

³ Parties may elect to use the disaggregated outline presented below or the generic, less detailed sector outline presented for other sectors.

3.2.4.3. Description of any flexibility applied (i.e. by those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁴

3.2.4.4. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

3.2.4.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to non-mandatory provisions as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

3.2.4.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

3.2.4.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

3.3. Fugitive emissions from solid fuels and oil and natural gas and other emissions from energy production (CRT 1.B)

3.3.1. Category (CRT category number)

3.3.1.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

3.3.1.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

3.3.1.3. Description of any flexibility applied (i.e. by those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁵

3.3.1.4. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

3.3.1.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to non-mandatory provisions as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

3.3.1.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

⁴ As footnote 2 above.

⁵ As footnote 2 above.

3.3.1.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

3.4. Carbon dioxide transport and storage (CRT 1.C)

3.4.1. Category (CRT category number)

3.4.1.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

3.4.1.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

3.4.1.3. Description of any flexibility applied (i.e. by those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁶

3.4.1.4. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

3.4.1.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to non-mandatory provisions as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

3.4.1.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

3.4.1.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 4: Industrial processes and product use (CRT sector 2)

4.1. Overview of the sector (e.g. quantitative overview and description, including trends and methodological tiers by category) and background information

4.2. Category (CRT category number)

4.2.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

4.2.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, information on carbon dioxide capture, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

⁶ As footnote 2 above.

4.2.3. Description of any flexibility applied (i.e. by developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁷

4.2.4. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

4.2.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to non-mandatory provisions as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

4.2.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

4.2.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 5: Agriculture (CRT sector 3)

5.1. Overview of the sector (e.g. quantitative overview and description, including trends and methodological tiers by category) and background information

5.2. Category (CRT category number)

5.2.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

5.2.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission and removal estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

5.2.3. Description of any flexibility applied (i.e. by those developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁸

5.2.4. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

5.2.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

5.2.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

5.2.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 6: Land use, land-use change and forestry (CRT sector 4)

⁷ As footnote 2 above.

⁸ As footnote 2 above.

6.1. Overview of the sector (e.g. quantitative overview and description, including trends and methodological tiers by category, and coverage of pools) and background information

6.2. Land-use definitions and the land representation approach(es) used and their correspondence to the land use, land-use change and forestry categories (e.g. land use and land-use change matrix)

6.3. Country-specific approaches

6.3.1. Information on approaches used for representing land areas and on land-use databases used for the inventory preparation

6.3.2. Information on approaches used for natural disturbances, if applicable

6.3.3. Information on approaches used for reporting harvested wood products

6.4. Category (CRT category number)

6.4.1. Description (e.g. characteristics of category)

6.4.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission and removal estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

6.4.3. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

6.4.4. Description of any flexibility applied (i.e. by developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)⁹

6.4.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

6.4.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

6.4.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including those in response to the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 7: Waste (CRT sector 5)

7.1. Overview of the sector (e.g. quantitative overview and description, including trends and methodological tiers by category) and background information

7.2. Category (CRT category number)

7.2.1. Category description (e.g. characteristics of sources)

7.2.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

7.2.3. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those

⁹ As footnote 2 above.

developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

7.2.4. Description of any flexibility applied (i.e. by developing country Parties that need flexibility in the light of their capacities as per paras. 4–6 of the MPGs)¹⁰

7.2.5. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

7.2.6. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process

7.2.7. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including those in response to the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 8: Other (CRT sector 6) (if applicable)

Chapter 9: Indirect carbon dioxide and nitrous oxide emissions (related to non-mandatory provisions as per para. 52 of the MPGs)

9.1. Description of sources of indirect emissions in the GHG inventory

9.2. Methodological issues (e.g. choice of methods/activity data/emission factors and activity data and emission factors used, assumptions, parameters and conventions underlying the emission estimates and the rationale for their selection, any specific methodological issues (e.g. description of national methods and models))

9.3. Uncertainty assessment and time-series consistency (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

9.4. Category-specific QA/QC and verification, if applicable (related to a non-mandatory provision as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

9.5. Category-specific recalculations, if applicable, including explanatory information and justifications for recalculations, changes made in response to the review process and impacts on emission trends

9.6. Category-specific planned improvements, if applicable (e.g. methodologies, activity data, emission factors), including tracking of those identified in the review process (related to a non-mandatory provision as per para. 7 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 7(c) of the MPGs)

Chapter 10: Recalculations and improvements

10.1. Explanations and justifications for recalculations, including in response to the review process

10.2. Implications for emission and removal levels

10.3. Implications for emission and removal trends, including time-series consistency

¹⁰ As footnote 2 above.

10.4. Areas of improvement and/or capacity-building in response to the review process (related to non-mandatory provisions as per para. 7(a) and (d) of the MPGs)

10.5. Areas of improvement and/or capacity-building related to the flexibility provisions applied with self-determined estimated time frames for improvements (related to non-mandatory provisions as per para. 7(c–d) of the MPGs)

Annexes to the national inventory document

Annex 1: Key categories (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 25 of the MPGs)

- Description of the approach used for identifying key categories, if different from the IPCC tier 1 approach
- Information on the level of disaggregation
- Tables 4.2–4.3 of volume 1 of the *2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, including and excluding LULUCF

Annex 2: Uncertainty assessment (flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per para. 29 of the MPGs)

- Description of methodology used for identifying uncertainties
- Table 3.3 of volume 1 of the *2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*

Annex 3: Detailed description of the reference approach (including inputs to the reference approach such as the national energy balance) and the results of the comparison of national estimates of emissions with those obtained using the reference approach (related to a non-mandatory provision as per para. 36 of the MPGs)

Annex 4: QA/QC plan (related to a non-mandatory provision as per para. 35 of the MPGs, with flexibility provided to those developing country Parties that need it in the light of their capacities as per paras. 34–35 of the MPGs)

Annex 5: Any additional information, as applicable, including detailed methodological descriptions of source or sink categories and the national emission balance

Annex 6: Common reporting tables

References

Annexe VI*

Plan général du rapport de l'examen technique par des experts, conformément aux modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris

[Anglais seulement]

Abbreviations and acronyms

I. Introduction and summary

- A. Introduction
- B. Scope
- C. Summary
- D. Information provided by the Party in regard to decision 18/CMA.1, annex, paragraphs 143 to 145

II. Technical review of the information reported (para. 187 of the MPGs)

- A. A review of the consistency of the information submitted by the Party under Article 13, paragraphs 7 and 9, of the Paris Agreement with the MPGs, taking into account the flexibility accorded to the Party under Article 13, paragraph 2, of the Paris Agreement (para. 146(a) of the MPGs)
 - 1. National inventory of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases (para. 150(a) of the MPGs)
 - 2. Information necessary to track progress made in implementing and achieving nationally determined contributions under Article 4 of the Paris Agreement (para. 150(b) of the MPGs)
 - 3. Information on financial, technology development and transfer and capacity-building support provided under Articles 9–11 of the Paris Agreement (para. 150(c) of the MPGs)¹
- B. Consideration of the Party's implementation and achievement of its nationally determined contribution under Article 4 of the Paris Agreement (para. 146(b) of the MPGs)
- C. Consideration of the Party's support provided, as relevant (para. 146(c) of the MPGs)
- D. Identification of areas of improvement for the Party related to implementation of Article 13 of the Paris Agreement (para. 146(d) of the MPGs)
- E. For those developing country Parties that need it in the light of their capacities, assistance in identifying capacity-building needs (para. 146(e) of the MPGs)
- F. [Possible linkages with information relating to Article 6 of the Paris Agreement²]

* La [liste des sigles et acronymes](#) utilisés dans la présente annexe se trouve à la fin du document.

¹ Information submitted by other Parties that provide support, as referred to in Article 9, para. 2, of the Paris Agreement, may undergo a technical expert review at the Party's discretion.

² To be guided by the outcome of CMA 3 agenda item 12, "Matters relating to Article 6 of the Paris Agreement".

III. Conclusions and recommendations³

Annex

Documents and information used during the review

³ The chapter of conclusions and recommendations could include information on recommendations identified by the technical expert review teams in the previous reviews that the Party has not addressed.

Annexe VII***Programme de formation à l'intention des experts techniques qui participent à l'examen technique des rapports biennaux au titre de la transparence***[Anglais seulement]***A. General**

1. The aim of the courses forming part of the training programme is to train technical experts participating in the technical expert review under the enhanced transparency framework under the Paris Agreement.
2. The courses incorporate the corresponding provisions in the MPGs relating to flexibility.

B. Availability

3. The training programme will be available to experts included on the UNFCCC roster of experts.
4. All courses will be available online all year round, with an option to download them.

C. Examinations

5. All courses will have an examination.
6. Examination procedures will be standardized, objective and transparent.
7. Examinations will be offered either online or in person. When participants attend an in-person training seminar, the examination may take place during that seminar. Other arrangements for examinations may also be made, provided that the examinations take place under the supervision of the secretariat.
8. Experts who have already participated in training programmes and related technical reviews under the measurement, reporting and verification arrangements under the Convention do not need to take examinations for courses under the training programme for technical experts participating in the technical expert review of BTRs that cover the same information as courses taken previously, taking into account their knowledge and experience.

D. Instructed courses

9. Once a year, online training courses facilitated by instructor(s) will be available. In-person training seminars will also be available. Additional regional training seminars targeted at technical experts from developing country Parties, particularly the least developed countries and small island developing States, may be organized.

E. Courses of the training programme

10. The following courses relating to information specified in paragraph 150 of the MPGs will be developed:

* La [liste des sigles et acronymes](#) utilisés dans la présente annexe se trouve à la fin du document.

(a) General and cross-cutting aspects for the technical expert review under the enhanced transparency framework under the Paris Agreement (this course should take into account, inter alia, para. 149 of the MPGs);

(b) Technical review of national inventory reports of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases, reported in accordance with chapter II of the annex to decision 18/CMA.1:

- (i) General guidance and cross-cutting issues;
- (ii) Courses pertaining to the greenhouse gas inventory sectors referred to in the MPGs:
 - a. Energy;
 - b. Industrial processes and product use;
 - c. Agriculture;
 - d. Land use, land-use change and forestry;
 - e. Waste;

(c) Technical review of the information necessary to track progress made in implementing and achieving nationally determined contributions under Article 4 of the Paris Agreement reported in accordance with chapter III of the annex to decision 18/CMA.1 (including the information necessary to track progress on the implementation and achievement of the domestic policies and measures implemented to address the social and economic consequences of response measures for nationally determined contributions that consist of adaptation actions and/or economic diversification plans resulting in mitigation co-benefits[, and also including information in relation to a Party's participation in cooperative approaches, as applicable.]);

(d) Technical review of the information on financial, technology development and transfer and capacity-building support provided to developing country Parties under Articles 9–11 of the Paris Agreement reported in accordance with chapter V of the annex to decision 18/CMA.1.

Abbreviations and acronyms

BTR	biennial transparency report
CH ₄	methane
CMA	Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement
CO ₂	carbon dioxide
CO ₂ eq	carbon dioxide equivalent
CTF	common tabular format
GHG	greenhouse gas
HFC	hydrofluorocarbon
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
ITMO	internationally transferred mitigation outcome
LULUCF	land use, land-use change and forestry
MPGs	modalities, procedures and guidelines for the transparency framework for action and support referred to in Article 13 of the Paris Agreement
N ₂ O	nitrous oxide
NDC	nationally determined contribution
NF ₃	nitrogen trifluoride
ODA	official development assistance
OOF	other official flows
PFC	perfluorocarbon
QA/QC	quality assurance/quality control
REDD+	reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks (decision 1/CP.16, para. 70)
SF ₆	sulfur hexafluoride
